



**PRÉFET
DE L'INDRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de l'Emploi,
du Travail des Solidarités et de la
Protection des Populations
Service Santé Protection Animales et
Environnement**

Affaire suivie par : Camille DELRUE
Mel : ddetspp-icpe@indre.gouv.fr

ARRÊTÉ du 15 NOV. 2024

**Mettant en demeure
L'EARL VAN DEN BROEK,**

exploitation d'élevage porcin sise « La Grande Charpagne » 36160 Feusines
relevant de la rubrique « 3660 Elevage intensif » de la nomenclature des installations classées,

**LE PRÉFET DE L'INDRE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu les parties législatives et réglementaires du code de l'environnement et notamment les articles L. 171-7 et L. 171-8 ;

Vu l'arrêté ministériel du 27/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 27/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° « 2101 », 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22/03/2021 portant nomination (directions départementales interministérielles) ;

Vu le décret n° 83-1025 du 28/11/1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;

Vu le décret n°2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu la nomenclature des installations classées et plus particulièrement les rubriques 2102 et 3660 ;

Vu l'arrêté du 02/09/2022 d'autorisation environnementale relatif à l'extension d'un élevage de porcs naisseurs/engraisers et à l'augmentation de la capacité de traitement d'une unité de méthanisation de l'EARL Van Den Broek sur les communes de Pérassay et de Feusines (36160) ;

Vu la visite d'inspection réalisée par le service en charge des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement de la Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Indre en date du 05/06/2024 sur le site de l'EARL VAN DEN BROEK sise « La Grande Charpagne » 36160 Feusines ;

Vu le rapport d'inspection du 05/06/2024, transmis à l'exploitant le 04/10/2024 ;

Vu le projet d'arrêté portant mise en demeure transmis à l'exploitant le 04/10/2024, dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant le document de référence sur les meilleures techniques disponibles (BREF) : élevage intensif de volailles ou de porcs (IRPP) en date du 21/02/2017 ;

Considérant qu'il ressort notamment de la visite de l'Inspection des établissements classés pour la protection de l'environnement de la DDETSP de l'Indre que l'exploitation porcine précitée ne respecte pas un certain nombre de dispositions du code de l'environnement et des textes pris pour son application, notamment les prescriptions techniques de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 ;

Considérant donc qu'il y a lieu d'exiger la mise aux normes de l'établissement de cette exploitation porcine dont l'exploitant ne peut pas ignorer les dispositions applicables à cette activité ;

Sur proposition de Madame la Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de l'Indre :

ARRÊTE

Article 1er : Mise en demeure

L'EARL Van Den BROEK, dont le gérant est monsieur Philippe VAN DEN BROEK, exploitation porcine sise « La Grande Charpagne » 36160 Feusines est mise en demeure :

* de présenter à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement un registre de suivi et de correction des non-conformités électriques relevées dans le contrôle réalisé par l'APAVE en date du 26/10/2023 **sous un délai d'un mois** ;

* de procéder à l'affichage sur la clôture extérieure de l'exploitation d'un panneau interdisant l'accès au site à toute personne étrangère **sous un délai d'un mois** ;

Article 2 : Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux :

- d'un recours gracieux, adressé à M. le Préfet de l'Indre – Place de la victoire et des alliés – CS 80583 – 36 019 CHÂTEAUROUX CEDEX ;
- d'un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires- Direction générale de la prévention des risques – Grande Arche de La Défense - Paroi Sud – 92 055 LA DÉFENSE CEDEX.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Article 3 : En cas de non-exécution de la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales prévues aux articles L. 171-7 et L. 171-8 et L. 557-60 du code de l'environnement.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à l'exploitation EARL Van Den BROEK.

Une copie en sera adressée :

- ↳ à la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;
- ↳ au maire de la commune de FEUSINES, pour information.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, la présente décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans l'Indre, www.indre.gouv.fr, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : La Secrétaire générale de la Préfecture de l'Indre, la Directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée à la mairie de la commune de Feusines.

Le Préfet



Thibault LANXADE

